Claire Weill

Mission interministérielle de l'effet de serre*

ue l'on soit négociateur, organisation non gouvernemental (ONG), industriel, professionnel de presse, on ne peut qu'être frappé ou tout simplement désorienté par le spectacle extrêmement confus du fonctionnement de la confé-

rence de prime abord, ne serait-ce que par le fait que l'on peut soit même s'y rendre en revêtant plusieurs « casquettes » à la fois (expert, ONG, délégué officiel...). Mais, si l'on commence à mieux pénétrer dans ses arcanes, ce qui nécessite une participation de plusieurs années, il apparaît clairement qu'un certain rituel de fonctionnement s'est installé au fil des réunions de la conférence des parties à la convention cadre sur les changements climatiques. Bien sûr, et comme dans d'autres négociations internationales, le mode d'inscription et l'historique de l'organisation des sujets traités, gérée par le secrétariat de la convention, entretiennent un certain rythme de travail. Des individus, négociateurs de plus de 180 pays, se retrouvent ainsi deux fois par an et forment communauté. Et s'ils représentent les intérêts de leurs pays et de leurs groupes de pays, ils ont parfois également des intérêts plus directement personnels à défendre, car ils effectuent ici leur métier. C'est là une caractéristique que l'on retrouve dans toutes les relations internationales. Ces remarques valent également pour d'autres types de communautés se réunissant fréquemment, lors de congrès scientifiques par exemple, où la défense des intérêts nationaux n'est pas toujours de première importance, vu l'internationalisation à la fois des travaux entre laboratoires et la multiplication des firmes internationales.

Ce qui donne à la négociation sur le changement climatique son aspect rituel propre, c'est la présence sur un même lieu et sans affrontement direct (les événements restent pacifiques et les relations entre les différents protagonistes policées, quoique...) de négociateurs, de parlementaires, d'ONG, de lobbies industriels – qui pour ces deux dernières catégories, organisent des événements parallèles à la négo-

Micro-couloirs

Petits rituels de négociation

De conférence en conférence, des professionnels du climat voient le jour. Ils défendent des intérêts nationaux, industriels, environnementaux... et parfois leur place. Dans quelle mesure cette configuration sert-elle l'objectif ultime de la convention climat ?

Le chef de la délégation américaine, entarté, à la Une de *The* Earth Times, un quotidien publié par les ONG durant les grandes conférences de l'ONU

ciation - pour défendre leurs positions. Si les lobbies industriels emploient des méthodes relativement classiques, usant de leur pouvoir de conviction et participant à des groupes de réflexion, les ONG environnementales sont plus novatrices. Elles n'hésitent pas, en particulier, en dehors des événéments très structurés qu'elles organisent, à prendre directement à parti les négociateurs, à tenter de décrypter les options qui émergent. Elles forment un réseau très largement international de veille et d'expertise en direct, car elles sont capables d'évaluer très rapidement les conséquences des propositions en discussion. Ainsi ces associations jouent à la fois un rôle de témoin auprès de l'opinion publique¹, d'aiguillons auprès des politiques, et sont devenues des interlocuteurs obligés.

La constellation ONG. Quelle est donc, au sein de la négociation climat, la nature des relations – de plus en plus complexes – entre les Etats et ces associations, ainsi qu'à l'intérieur des réseaux associatifs? La terminologie d'ONG recouvre une réalité très mobile, du fait certes de la rapidité et du faible coût des moyens de communication à longue distance, mais aussi de l'évolution de la place des divers lobbies, de l'expertise auprès des gouvernements, et enfin de la marge de manœuvre des Etats. En particulier, le rapport entre les Etats et les ONG ne

relève pas vraiment de la confrontation : la frontière entre les négociateurs et les membres des associations est loin d'être étanche, et les associations sont fortement interconnectées². Cet état de fait n'est pas généralisable à d'autres négociations internationales comme celle de l'OMC, par exemple. De quel rapport de force les associations environnementales disposent-elles, et quelle est leur capacité d'expertise réelle?

Ces associations étant des observateurs privilégiés de la négociation, nous avons jugé intéressant de les interroger – ainsi qu'un parlementaire et un industriel – sur leurs motivations, leur posture, leur perception de leur propre rôle ainsi que sur l'évolution de la négociation climat depuis Rio.

Leurs réponses semblent doublement intéressantes : elles nous renseignent à la fois sur la dynamique de la « constellation – réseau » ONG en tant que problématique globale, mais vue à travers le prisme de la négociation climat, et sur la perception des ONG de différents pays du Nord, du Sud et d'Europe de l'Est sur la négociation ellemême.

La tonalité générale des contributions, plutôt pessimiste, oblige à s'interroger sur les chemins, les trajectoires praticables pour faire progresser la négociation. Comment « embarquer » des pays du Sud qui ont très peu de moyens dans une dynamique dirigée vers une croissance en émis-





PRODUCED IN COOPERATION WITH

TRIBUNE DE GENEVE

Protests disrupt conference; delegates struggle to complete negotiations in uncertain mood

But who pays for progress?



Pronk may offer package

Analysis: Clouds are gathering over COP6

BY BONNER COHEN

Whoever chose The Hague as the site for the parties to the Kyoto Protocol to work out all the problems associated with the troubled global warming treaty showed great foresight.

Chilly winds from the the nearby North Sea blow low-level, rainladen clouds over the historic Pie hurled at Loy; negotiations slow

By JOHN A. DILLON AND JENNIFER MORROW

Protestors disrupted the UN climate conference Wednesday, with one activist throwing a pie in the face of the chief US negotiator while others halted key negotiations aimed to stem global warming. Meanwhile, political ministers who took over negotiations on Monday

sions de gaz à effet de serre ? Comment éviter l'enlisement de la négociation, et son exclusion de fait des pays les plus démunis, ne serait-ce que parce que pour certains de nos interlocuteurs, elle est de plus en plus vécue comme une « grosse machine » stérile, qui ne laisse pas de temps - d'espace de concertation collective - pour travailler sur le terrain, les réunions se succédant à un rythme endiablé ? Comment éviter la dilution des rôles des différents protagonistes? Une question qui vaut d'ailleurs aussi pour les entreprises, dont les intérêts et les frontières diffèrent de plus en plus de ceux des Etats. Comment prendre en compte les difficultés réelles de certains Etats à remplir les engagements qui leur ont été

attribués à Kyoto ? Comment enfin entraîner l'ensemble des pays dans l'acceptation d'un système de règles contraignantes certes, mais seules garantes d'une efficacité de l'ensemble du processus ?

Si la conférence de La Haye n'a pas abouti à des solutions concrètes, elle aura eu le mérite de reposer avec force – brutalité même – des questions difficiles de gouvernance mondiale, de distribution et de redéfinition des rôles, trop souvent traitées de façon uniquement incantatoire ou implicite. Nous ne pourrons pas en faire l'économie. Dans cette course de tortue contre la montre, il reste à souhaiter que les Etats soient rattrapés et dépassés au plus vite par leurs opinions publiques, si ce n'est déjà fait, et qu'une société civile s'organise efficacement à l'échelle internationale pour se faire entendre et pousser les Etats à agir, et vite!■

*MIES – 35, rue St Dominique 75007 Paris - France E-mail : c.weill@mies.pm.gouv.fr

 Elles publient en particulier un journal chaque jour tout au long de la négociation, lu de façon attentive par de très nombreux participants, négociateurs y compris.

2) En témoigne en particulier la présence au sein de la délégation française d'experts également membres d'associations impliquées dans la négociation sur le changement climatique; ainsi que les rendez-vous quotidiens à La Haye entre Dominique Voynet et les ONG environnementales.